

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉPARTEMENT DES RENSEIGNEMENTS

DÉPARTEMENT DES RENSEIGNEMENTS

DÉPARTEMENT DES RENSEIGNEMENTS

REC. 7/595 DU 23/10/78 AGENCE ASTO

Le présent arrêté détermine les conditions d'assurance et de versement et de reclassement et nomination des fonctionnaires de la Direction Nationale de la Sécurité (D.N.S.) attribuée des S.F. de la classe A de l'échelon des cadres de la catégorie A de l'échelle II des Services administratifs et financiers - SAF - (exercice 1978).

AS

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

(DIS. :)

(u) la Constitution du 6 juillet 1978 ;

(u) la loi n° 07-63 du 7.12.78 portant ratification de l'ordonnance n° 012-64 du 23.12.74 portant modification de certaines dispositions de la Constitution du 6 juillet 1978 ;

(u) la loi n° 15-62 du 3.2.1962 portant statut général des fonctionnaires ;

(u) le décret n° 59-23 du 30.3.1959 dans les cadres des catégories A, B, C et D (actuellement A, B, C et D) des fonctionnaires ;

(u) le décret n° 62-100/PR du 5.5.62 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

(u) le décret n° 62-155/PR du 5.7.62 fixant la hiérarchisation des niveaux catégoriques des cadres ;

(u) le décret n° 62-197/PR du 5.7.62 fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi n° 15-62 du 3.2.1962 portant statut général des fonctionnaires ;

(u) le décret n° 62-412/PR du 5.7.62 relatif à la nomination et à la révocation des fonctionnaires ;

(u) le décret n° 67-577/MI-DC du 24.6.67 réglementant le principe d'efficacité du point de vue de la validité des actes réglementaires relatifs aux nominations, intégrations, reconstitutions de comités et à classements notamment en son article 1er § 2 ;

(u) le décret n° 71-247/DE.GST.DRSC du 26.7.71 modifiant le tableau hiérarchique des cadres de la catégorie I des SAF, en ce qui concerne les contributions directes, l'enregistrement et le dépôt, abrogeant et remplaçant les dispositions des articles 7, 8, 10, 13, 14, 21, et 22 de décret n° 62-426 du 29.12.62 ;

(u) le décret n° 73-143 du 24.4.73 fixant les modalités de changement de spécialité applicables aux fonctionnaires de la République Populaire du Congo ;

(u) le décret n° 74-470 du 31.12.73 abrogeant et remplaçant les dispositions du décret n° 62-195/PR du 5.7.62 fixant les échelonnements officielles des fonctionnaires ;

(u) le décret n° 80-630 du 27.12.69 portant établissement des avancements des agents de l'Etat ;

(u) le décret n° 81-51 du 2.6.64 portant nomination du Premier Ministre ;

(u) le décret n° 81-446 DU 20.6.67 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

(u) le décret n° 81-462 DU 2.6.67 portant organisation des instances des comités du Gouvernement ;

(u) le décret n° 85-260 du 5.3.85 déterminant le circuit d'approbation des actes relatifs aux intégrations, avancements et révisions des situations administratives des agents de l'Etat ;

(u) le décret n° 85-77 du 5.7.85 sur la prise d'effet des avancements et reclassements ;

.......

Le présent décret fixe les règles du recrutement pour l'emplACEMENT ~~sur la scolarité~~
de tous fonctionnaires.

Article 1er : Décret n° 86/035 du 10.03.86 autorisant Monsieur
MAMADOU KALIKA, Directeur Général de 2^e échelon d'École d'Administration et de la Fonction publique à suivre un stage de formation à l'Ecole
Nationale d'Administration Option et de la Fonction publique (ENAF) à la régularisation.

(Un décret n° 86/036 du 10.03.86 portant démission des
élèves admis au cycle du baccalauréat au concours d'entrée à l'ENAF (Médières Im-
port - Non pas à l'échelon 1^{er}) ;

(un décret n° 86/037 du 04.06.86 portant Promo-
tion au niveau de l'échelon 1^{er} de certains fonctionnaires des cadres des ca-
rrières de l'Etat et des services administratifs et Financiers - S.A.F. - (Travail
et Administration publique) en faveur d'OMAR KALIKA Albert ;

(du 1er octobre de l'intérieur) en date du 25 juin 1986 ;

ANNEXE A :

ANNEXE 1er : En application des dispositions combinées des décrets n° 71-
247 du 26.7.71 et 71-143 du 14.7.71 susvisés, Monsieur MAMADOU KEBILA
Gustave, Attaché de 2^e échelon indice 680 des cadres de la catégorie A
hiérarchie IX des services Administratifs et Financiers - S.A.F. - (Administra-
tion Générale) en service à Brazzaville, titulaire du Diplôme de l'Ecole
Nationale d'Administration et de Magistrature Option ; Trésor délivré le
25.01.86 par l'Université NOUNADI à Brazzaville est versé dans les ca-
dres du Trésor, Reclassé à la catégorie A hiérarchie I et nommé Inspecteur de
1^e échelon indice 790 ACC à Néant.

ANNEXE 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 86/871 du 18.7.86 sus-
visé, ce reclassement ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

ANNEXE 3 : Le présent décret qui prendra effet du point de vue de l'ancien-
nité pour compter du 19.06.86, date effective de reprise de service de l'intéres-
sé à l'issue de son stage sera, enregistré, publié au JORPC et communiqué
partout où besoin sera. -

BRAZZAVILLE, le 23 OCTOBRE 1987

Par le Premier ministre,

Le Garde des Sceaux, Ministre
du Travail, de la Sécurité Sociale
et de la Justice,

- Commandant Diguendé M. M. M. -

- Amadouard POURQUOI -

AMPLIATIONS :

JORPC.....	1	Trésor.....	2
D.G.F.P., D.G.D.C.....	3	REGISTRE.....	3
D.G.F.P./B.S.F.....	2	D.G.D.C.....	2
D.G.B.....	3	ENTRÉES.....	1
D.C.F.....	2		